

Questions orales

Ces mesures sont minutieusement coordonnées afin que les exportateurs canadiens soient bien épaulés par le gouvernement du Canada et qu'ils puissent percer ces marchés de même que créer des emplois.

Il faut certes faire la promotion du commerce extérieur, mais si l'on n'a pas accès aux marchés, ces efforts sont voués à l'échec. L'Accord de libre-échange est justement la clé qui nous ouvre les portes du marché américain. Il nous reste maintenant à exploiter ce marché: c'est ce que mon collègue projette de faire grâce à un programme de promotion des plus dynamiques.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. C'est pure sottise que de prétendre que l'Accord de libre-échange nous donne un bien meilleur accès au marché américain.

Des voix: Bravo!

M. Peterson: C'est tromper les Canadiens que de leur dire que l'appréciation du dollar canadien favorise les exportations.

Le ministre refuse-t-il de prendre conscience des nouvelles réalités économiques? Nous nous engageons dans une récession. Ne va-t-il pas adoucir et enfin abandonner la politique de taux d'intérêts élevés qu'il persiste à maintenir de façon aussi bornée qu'obstinée?

Va-t-il modifier sa politique qui pénalise les chômeurs, les agriculteurs, les pêcheurs, les fabricants et les exportateurs?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, ces excès de langage ne mèneront pas le député plus loin que son collègue de Winnipeg.

Permettez-moi de citer une étude que l'Université Pace a réalisée sur les échanges canado-américains et qui a été rendue publique hier: «L'Accord de libre-échange a stimulé de façon extraordinaire l'économie canadienne.»

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Il continuera d'avoir cet effet extraordinaire en garantissant les possibilités que nous offre l'économie américaine.

Le député a fait allusion à la politique monétaire comme son collègue tout à l'heure. Nous sommes conscients de ses effets sur l'économie, mais nous savons aussi que l'inflation menace.

Si le député veut jeter un coup d'oeil sur les statistiques publiées ce matin au sujet de l'inflation, il constatera que les taux sont encore trop élevés. Il nous faut agir de cette façon, sous peine de troquer un problème passager, celui du loyer de l'argent, contre des difficultés à long terme, comme la perte de productivité et de compétitivité, ce qui risquera de nous faire perdre les perspectives offertes par le marché américain.

Nous avons tiré des enseignements des années 70. Nous ne sommes pas prêts à oublier aussi facilement que les gens d'en face. Ne se souviennent-ils pas du gâchis dans lequel ils nous ont mis en 1981?

Des voix: Bravo!

M. Peterson: Monsieur le Président, le dollar canadien ayant atteint un niveau record, nous nous excluons effectivement de ce marché américain.

À cause du ministre, le Canada se classe aujourd'hui au deuxième rang, pour ses taux d'intérêts, parmi tous les principaux pays industrialisés. Et le premier ministre a déclaré à la Chambre la semaine dernière que le ministre se lançait dans un autre genre de mission économique, cette fois pour accroître les investissements au Canada, alors que le contrôle de notre économie par des sociétés étrangères atteint déjà des sommets jamais égalés à l'échelle mondiale.

Jetons un coup d'oeil sur les investissements étrangers. Statistique Canada a montré qu'au cours des dix dernières années, les investissements étrangers nous ont rapporté 1,2 milliards de dollars. Or, pendant la même période, les fonds recueillis par ces investisseurs étrangers se sont chiffrés à 128 milliards de dollars. Si, pour chaque dollar d'investissement étranger apporté au Canada, il y a 107 \$ qui sortent du pays, qui en bénéficie? Le Canada ou les investisseurs étrangers qui achètent notre pays?

Des voix: Bravo!

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le député